

La BNS améliore sa transparence mais pas sur ses investissements

OUVERTURE La Banque nationale suisse surprend en annonçant qu'elle publiera à l'avenir le résumé de ses discussions liées à la politique monétaire. La transparence au niveau de sa stratégie de placements reste cependant un vaste chantier

C'est une surprise de taille. Le président de la Banque nationale suisse, Martin Schlegel, a annoncé mercredi que l'institut qu'il dirige publiera désormais une synthèse des discussions précédant ses décisions de politique monétaire. Autrement dit, les observateurs pourront mieux comprendre les raisons qui ont motivé la BNS à modifier ou non son taux directeur. Un indicateur qui influence grandement la vie économique suisse: les taux d'intérêt appliqués par les banques lorsqu'elles accordent des emprunts à des particuliers ou des entreprises, tout comme la rémunération des comptes d'épargne dépendent en effet des choix de l'institut d'émission.

«La décision de la BNS est un grand pas symbolique. Elle rompt avec la culture du secret de l'institut. Les bénéfices réels de cette décision dépendront cependant des informations qui seront partagées. Nous savons déjà que les désaccords entre les membres de la direction générale ne seront pas publiés et cela signifie moins de transparence», explique l'économiste Charles Wyplosz, membre de l'Observatoire de la BNS, un organe indépendant suivant de près la politique monétaire suisse.

Lors des échanges trimestriels, les membres de la direction peuvent en effet exprimer des points de vue différents mais ils prennent à la fin une décision collective. Et la synthèse publiée quatre semaines après les réunions de la BNS ne reflétera pas ces divergences. Par la publication de ce compte rendu, la BNS s'inscrit dans une tendance internationale suivie depuis des années, notamment la Banque centrale européenne et la Réserve fédérale américaine.

Les participations critiquées

«Même si on doit rester sceptique quant à l'impact réel de la publication du résumé des discussions, celui-ci indique un changement de direction bienvenu et important au sein de la BNS. Martin Schlegel prend des décisions auxquelles Thomas Jordan s'était opposé auparavant», complète Stefan Gerlach, chef économiste de la banque EFG.

Malgré ce pas vers davantage de transparence, l'opacité qui entoure les investissements de la BNS demeure importante. L'organe ne publie pas la liste des sociétés dans lesquelles elle injecte des fonds. Ce sont uniquement celles cotées aux Etats-Unis qui peuvent être retrouvées parce que la Banque nationale doit les annoncer auprès des autorités de régulation des marchés financiers américains. Des associations environnementales critiquent en outre régulièrement les participations de l'institut d'émission dans des entreprises pétrolières notamment.

Des recherches de la radio alémanique SRF ont dévoilé cette semaine que neuf des entreprises américaines dont la BNS détient

des actions ont été critiquées par les Nations unies pour leur collaboration militaire avec Israël, dans le cadre du conflit israélo-palestinien. Ces sociétés dont Palantir, Caterpillar et Elbit Systems seraient coresponsables de violations des droits humains en raison de leur collaboration avec Israël, selon la rapporteuse spéciale des Nations unies, Francesca Albanese.

«La BNS adopte une approche aussi neutre et passive que possible dans ses placements en actions. Son portefeuille reproduit ainsi le marché concerné dans son intégralité, d'où une diversification maximale de ses placements. La Banque nationale ne procède en principe à aucune sélection de titres et renonce également à surpondérer ou à sous-pondérer certains secteurs. Par conséquent, elle détient des actions des différents secteurs économiques en fonction de leur capitalisation boursière», explique un porte-parole de la BNS.

«L'indépendance de la BNS est primordiale mais l'institut ne devrait pas rester complètement fermé aux discussions liées à des thèmes de société importants»

STEFAN GERLACH, ANCIEN VICE-GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE D'IRLANDE

Charles Wyplosz défend le bien-fondé de cette stratégie. «La BNS a un mandat clair, qui est celui d'assurer la stabilité des prix et de contribuer à la stabilité financière. A mon avis, ses investissements doivent tenir compte de cela et pas des questions comme le changement climatique ou la guerre à Gaza. S'immiscer dans la politique affaiblirait son indépendance car de nombreux lobbies pourraient ainsi s'immiscer dans ses décisions et cela serait dangereux.»

Cet avis n'est cependant pas partagé par l'ancien vice-gouverneur de la Banque centrale d'Irlande, Stefan Gerlach: «L'indépendance de la BNS est primordiale mais l'institut ne devrait pas rester complètement fermé aux discussions liées à des thèmes de société importants. Après tout, des désinvestissements, dans des sociétés très critiquées pour leur impact environnemental ou sur les droits de l'homme, n'ont qu'un impact négligeable sur le mandat principal de la BNS.»

Par ailleurs, en 2013, la BNS a de sa propre initiative mis en place des critères d'exclusion pour ses investissements. La Banque nationale s'abstient ainsi d'acheter des titres d'entreprises qui violent «massivement» des droits humains fondamentaux, qui causent de manière systématique de graves dommages à l'environnement ou qui sont impliquées dans la fabrication d'armes condamnées sur le plan international. ■ L. K.